

Mobilisation ? Libération ? Résistance ?

« Aux armes citoyens ! »

Claude Rouget de Lisle Chant de guerre pour l'armée du Rhin 1792

A l'occasion des grands raouts de fin d'été et de rentrée politique, ministres et ex-ministres font montre de leurs états d'âme avec parfois une virulence qui en dit plus long sur leurs perspectives carriéristes que sur leur souci du bien public. Aussi bien d'ailleurs à droite qu'à gauche.

Cela sur fond de célébration du soixante-dixième anniversaire de la Libération de 1944 et du centième anniversaire du déclenchement de la Grande Guerre ... Au-delà des imprécisions, voire des omissions plus ou moins volontaires* qui souillent ces célébrations commémoratives, il faut remarquer que, pas plus que les discours officiels, les commentaires de la presse écrite et audiovisuelle ne laissent beaucoup de place à l'analyse des structures économiques qui ont permis et provoqué les déferlements d'horreurs de la guerre du vingtième siècle incluant son prologue des conquêtes coloniales du XIXème et son épilogue à peine achevé des guerres d'indépendance et de décolonisation.

Donc ces messieurs-dames se « lâchent » ...

Mais tous ont, semble-t-il, comme unique ligne bleu horizon, la fatidique échéance présidentielle de 2017 !

In petto, d'aucuns regrettent que Manuel VALLS ne soit pas un vrai SARKHOSY de gauche, comme si l'idéologie libérale, qui prétend que le capitalisme est l'unique modèle de développement économique et social possible, ne faisait pas *ipso facto* de ceux qui y souscrivent des hommes de droite !

JUPPE, officiellement, et quelques comparses de l'UMP et de l'UDI, sont donc sur les rangs ; MELENCHON, prend congé de la direction du PG qu'il a créé il y a quelques années et de son semi-remorque, le Front de Gauche ; il a alors loupé le coche, en ne faisant pas de son association PRS, Pour la République Sociale, ô combien jaurésienne, un véritable parti politique. Croit-il, maintenant qu'il est bien assis sur son strapontin de député européen, qu'il peut réparer cet impair sous prétexte de préparer l'avènement d'une sixième République ?

Les Français n'ont que faire d'une sixième ou cinquième république : ce dont ils ont besoin, ce qu'ils veulent, ce qui est la privation essentielle de leur identité et de leur vie quotidienne, ce qu'ils tiennent de l'histoire forgée par leurs pères, c'est la REPUBLIQUE, leur chose, dont la caste politique, l'alliée dans sa totalité du capitalisme, les prive depuis des décennies.

Arnaud MONTEBOURG, se fait d'année en année le chantre du mitterrandisme chaste et pur ... Mais François MITTERRAND qui, à peine deux ans après son arrivée au Palais de l'Élysée, rompt avec ses engagements électoraux, rejoint le camp de Margaret THATCHER, construit l'Europe de MAASTRICHT pour se consoler de n'avoir pas prévu la chute de l'URSS, est-il le bon exemple – sans parler de son louche passé vichyssois – sur lequel modeler une critique crédible de la politique germano-européenne d'aujourd'hui ?

Est-il étonnant que Monsieur Benoît HAMON dont la réputation de socialiste de « gôche » n'est plus à faire, rejoigne MONTEBOURG dans sa critique de la politique d'austérité imposée à la France et à tant d'autres pays par la cheftaine de l'UE, Angela MERKEL ?

Non, car l'évidence de l'imbécillité d'une politique systématique et durable de déflation des salaires doit sauter aux yeux de celui qui dirige la plus grosse administration de l'Etat : l'Education Nationale ! En effet, cette politique salariale déflationniste abaisse rapidement le niveau de recrutement des futurs enseignants, les éventuels et meilleurs postulants préférant se tourner vers des métiers plus lucratifs ; et, corolaire de cette politique du moindre coût, mais aux dépens cette fois des élèves, le soi-disant plus d'école des nouveaux rythmes scolaires qui permet à l'Etat, dans le déni le plus absolu de l'égalité des droits et de la laïcité, de se défausser sur les collectivités territoriales de son devoir régalien d'instruire, d'éduquer et de former les futurs citoyens.

Non, car cet ancien responsable du PS en s'opposant aux deux chefs de l'exécutif déjà bien laminés dans les sondages, se dessine un profil d'homme de recours, moins fougueux et plus crédible que son challenger MONTEBOURG.

Que HOLLANDE, l'homme des synthèses, accepte la démission de VALLS pour le renommer derechef à Matignon, relève des méthodes purgatives d'un chef de parti plus que d'un homme d'Etat ; en contrepartie de quoi, il bascule inexorablement à droite dans le sillage de VALLS : drôle de synthèse !

Alors qu'il faut :

1. Prononcer un moratoire sur la dette publique afin de se donner le temps de départager ce qui relève des dettes saines et constructives dans leurs objectifs, des dettes toxiques et spéculatives dans leur provenance.
2. Renoncer à la politique déflationniste pratiquée sur les salaires des agents de l'Etat et sur les pensions de ses retraités, en renonçant au gel de la grille indiciaire** et, au contraire, en la revalorisant, ainsi qu'en relevant les minima sociaux y compris le SMIC. Cela permettrait de dévaluer de fait l'euro, au grand dam de la commission de Bruxelles et de sa cheftaine allemande qui s'empresseront de bouter la France hors de la zone euro ! Quelle meilleure façon pour notre pays de retrouver sa souveraineté en matière monétaire ?
3. Débarrasser l'actuelle constitution du fatras des directives européennes.
4. ... C'est le peuple souverain qui avisera.

Il est évident que François HOLLANDE et son nouveau et ex-Premier Ministre sont incapables d'agir de la sorte. Il faudra donc que l'initiative vienne d'ailleurs.

Aucun parti politique, en envisageant la dissolution de l'Assemblée Nationale, n'est non plus en capacité de prendre des mesures préjudant à un radical changement politique signifiant la rupture d'avec l'idéologie libérale, ses pratiques et la mondialisation. Quant à l'atonie syndicale engendrée par des décennies de cogestion appareils syndicaux / appareil d'Etat, il est peu probable qu'elle permette aux fédérations et confédérations du syndicalisme administratif de lever le petit doigt pour impulser le moindre changement en faveur des travailleurs et des citoyens.

Il faudra bien pourtant que cela bouge ! Il faudra bien mettre un terme à l'agression féroce et continue du capitalisme mondialisé, spéculatif, corrompue, si peu productif et combien dévastateur contre le monde au travail et contre les citoyens.

A la Nation de se mobiliser ...

** Ainsi la Libération est-elle toujours présentée comme celle du territoire occupé depuis quatre ans par les troupes nazies mais jamais comme celle des populations soumises au joug de VICHY ... Le silence du FN à l'occasion des commémorations de 1944 est révélateur pourtant de cette dimension de l'histoire de la France de 1940 à 1944. Le SNCA e.i.L. Convergence rappelle que sa réflexion sur l'identité nationale le conduit à revendiquer et assumer la mémoire des moments tragiques comme celle des moments glorieux de l'Histoire de la Patrie.*

*** Pour ne pas trop pénaliser les agents titulaires ou non des trois fonctions publiques les énarques de service ont inventé la GIPA ou Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat. C'est un machin compliqué, pas toujours bien maîtrisé par les ministères et les collectivités, et qui bon an mal an fait économiser quelques sous à l'Etat qui les reperd et au-delà en faisant cogiter par son énararchie des machins du même type dans d'autres secteurs que la FP !*